Nordiques

40 | 2021

Territoires de la migration dans les pays nordiques et baltes

Éditorial

Nicolas Escach, Yohann Aucante, Harri Veivo et Katerina Kesa

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/nordiques/1380>

DOI : 10.4000/nordiques.1380

ISSN : 2777-8479

Éditeur :

Association Norden, Bibliothèque de Caen la mer

Référence électronique

Nicolas Escach, Yohann Aucante, Harri Veivo et Katerina Kesa, « Éditorial », *Nordiques* [En ligne], 40 | 2021, mis en ligne le 02 mai 2021, consulté le 11 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/nordiques/1380> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/nordiques.1380>

Ce document a été généré automatiquement le 11 juillet 2021.

Nordiques

Éditorial

Nicolas Escach, Yohann Aucante, Harri Veivo et Katerina Kesa

- ¹ L'espace nordico-balte est un espace qui a été historiquement marqué par des configurations de dominations, d'influences et de circulations à toutes les échelles. La présence d'une minorité suédophone en Finlande, d'une minorité russe en Estonie et Lettonie, d'une minorité polonaise en Lituanie en témoignent sur un plan européen. Ces territorialisations croisées, parfois enchevêtrées, nées de dynamiques réticulaires, ont généré un rapport singulier à l'Autre et au couple familiarité/étrangeté. Parallèlement, de nombreux habitants des pays nordiques et baltes ont émigré au XIX^e et XX^e siècle dans d'autres pays européens ou sur le continent nord-américain pour des raisons politiques ou économiques, la crainte d'une surpopulation, les crises économiques, la petite taille des pays et la faiblesse des marchés intérieurs conduisant à une recherche d'ouverture et de nouveaux horizons. L'émigration industrielle et agricole d'Européens aux États-Unis a par exemple été largement alimentée par des Norvégiens, Islandais, Finlandais et Suédois des décennies 1840-1850 à la décennie 1930. *La Saga des émigrants*, un récit de Vilhelm Moberg publié en quatre volumes de 1949 à 1959, raconte ainsi avec brio le rêve américain d'une famille de paysans du Småland. Au début du XX^e siècle, Chicago devient même la deuxième ville suédoise au monde après Stockholm. Aujourd'hui encore, des États comme le Minnesota comptent de nombreux descendants de Scandinaves comme l'indiquent les chiffres de l'*American Community Survey*. Les Baltes, de leur côté, ont quitté leurs pays au XIX^e siècle pour tourner le dos à l'empire tsariste et au servage, au début du XX^e siècle, en particulier les juifs lituaniens, pour fuir les pogroms, pendant et après la Seconde Guerre mondiale afin d'échapper à l'occupation soviétique, puis après l'effondrement de l'URSS. Marielle Vitureau qualifie même les Lituaniens et les Lettons « d'oiseaux migrants » dans son *Dictionnaire insolite des pays baltes* paru en 2018 aux éditions Cosmopole. Céline Bayou dans son article « L'angoisse de la disparition : regard sur le paradoxe identitaire balte » évoque une dynamique balte de dépopulation, en grande partie expliquée par un solde migratoire négatif et qui renforce une conscience de la fragilité territoriale. Elle montre cependant que la nation territoriale peut stratégiquement laisser place à une nation réticulaire, dont le ciment peut aussi bien être la langue, des référentiels communs ou le numérique.

- 2 Si les territoires nordiques et baltes ont été des terres d'émigrations, ils ont également accueilli plusieurs vagues d'immigrations successives selon des modalités et des temporalités variées. Philippe Blanc propose ainsi une analyse originale de la contribution d'ingénieurs, techniciens, industriels et investisseurs britanniques à l'industrialisation des États nordiques et baltiques du milieu du XIX^e siècle à la Première Guerre mondiale. Outre les transferts technologiques, l'auteur étudie les vecteurs d'intégration à l'échelle locale comme les mariages interethniques.
- 3 Malgré quelques vagues pionnières, l'immigration vers les pays scandinaves (Suède, Danemark, Norvège) croît principalement après la Seconde Guerre mondiale avant de connaître des évolutions nationales contrastées. En Suède, elle est alors à la fois politique (réfugiés quittant l'URSS et les pays frères, réfugiés chiliens après le coup d'État du général Pinochet, « boat-people » vietnamiens) et économique (fantasme autour d'un prétendu modèle suédois couplant tolérance et système social généreux, besoin de main-d'œuvre dans une période de croissance à partir de la fin des années 1950). L'ouverture du pays alimente une forme d'humanisme messianique qui sert parfaitement la « troisième voie » ou « balance nordique » (ni bloc atlantiste, ni bloc communiste). Stockholm, Göteborg et Malmö constituent trois pôles d'attraction particulièrement importants. La Finlande présente une autre situation, avec une immigration relativement marginale jusque dans les années 1970, l'émigration vers la Suède demeurant alors encore substantielle. Créée en 1954 et mise en œuvre en 1958, l'Union nordique des passeports offre aux citoyens des pays nordiques (à l'origine le Danemark, la Suède, la Norvège et la Finlande ; l'Islande ne la rejoignant que plus tard) de franchir leurs frontières communes sans présenter de passeport, ce qui génère une migration interne notamment au bénéfice de la Suède. Les recompositions des décennies 1980-1990 comme l'implosion yougoslave, la chute du Mur de Berlin et la guerre du Golfe ont ensuite une forte incidence sur l'immigration dans les pays nordiques. Le début des années 1990 marque également une part croissante des migrants extra-européens parallèlement à des mouvements régionaux (Estoniens en Finlande). En 1985, la population d'origine non occidentale vivant en Suède n'excédait pas 2 % de la population totale, mais elle atteint les 15 % en 2015 (selon Eurostat et l'UNHCR). L'immigration pour raisons de regroupements familiaux et les demandes d'asile remplacent progressivement l'immigration de travail et les écarts se creusent avec les nouveaux arrivants au niveau du taux d'emploi et du degré de paupérisation. Enfin, à partir de 2015, l'immigration connaît un essor exponentiel dans l'ensemble du continent européen, Europe du Nord y compris. 20 935 demandes d'asile sont déposées au Danemark en 2015, ce qui ne représente certes que 2 % du total des demandes en Europe et 0,35 % de la population danoise, mais l'évolution en une année est impressionnante. 2 350 demandes avaient été déposées en 2008, 3 945 en 2011, 7 170 en 2013 et 20 935 en 2015 soit une multiplication par 9 sur la période. En 2016, Benoît Bréville publie un article intitulé « Haro sur Schengen » dans le *Monde diplomatique* et donne des indications précises sur l'origine des demandeurs d'asile : elle est peu contrastée au Danemark (Syriens) et en Finlande (Irakiens) et plus protéiforme en Suède et en Norvège (Syriens, Irakiens, Afghans, Érythréens). La Suède est le premier pays nordique en nombre de demandes (142 365) et en part de décisions positives (77 %, ce qui en fait le deuxième pays de l'UE derrière la Bulgarie et loin devant la France avec 22 %). Parallèlement, les migrations intrarégionales restent assez fortes.

- 4 Si les pays nordiques, en particulier la Suède, ont maintenu une tradition d'accueil et d'intégration au cours de la deuxième partie du XX^e siècle, l'essor de l'immigration en 2015 génère une crise politique sans précédent et une réorientation stratégique brutale. Au Danemark, les Sociaux-démocrates avaient traditionnellement érigé l'État en garant de la cohésion sociale. Les mesures prises par le gouvernement libéral de Lars Løkke Rasmussen dès 2015-2016 sont pourtant aussi violentes qu'emblématiques. La « loi des bijoux », particulièrement médiatisée à l'étranger, permet dès le 5 février 2016 à la police danoise de confisquer argent et biens dont la valeur dépasserait 10 000 couronnes danoises (1 340 euros) pour financer les aides sociales. Peu applicable en raison de la difficulté pour les gardes-frontières d'estimer la valeur des biens, elle a cependant donné lieu à une première saisie en juin 2016 sur cinq étrangers. Elle s'insère dans un ensemble de mesures moins connues comme l'allongement du délai pour les rapprochements familiaux d'un à trois ans, lequel a donné lieu à une plainte de réfugiés syriens contre l'État danois au nom de la Convention européenne des droits de l'homme ou des campagnes de communication des autorités à destination des pays de départ. Le niveau des tests de culture générale nécessaires à la naturalisation a également été augmenté afin de favoriser l'échec. « Même les Danois le rateraient » s'exaspérait Jakob Nielsen, le rédacteur en chef de *Politiken*. Mériter la citoyenneté danoise suppose en effet de répondre à des questions comme « Dans quelle constellation l'astronome Tycho Brahe a-t-il découvert une étoile au XVI^e siècle ? » ou « Quel restaurant danois a décroché la troisième étoile du Guide Michelin en février 2016 ? ». Ces mesures s'inscrivent aussi dans la droite ligne d'une politique migratoire restrictive entamée par la coalition libérale au tournant des années 2000, bien avant la crise migratoire, et d'un ciblage de l'Islam qui a été renforcé par le traumatisme de 2005 (affaire danoise des « caricatures de Mahomet » parues dans le quotidien *Jyllands-Posten*).
- 5 Malgré de fortes oppositions, la radicalisation de l'offre politique n'est pas totalement impopulaire, le parti d'extrême droite *Dansk Folkeparti* étant arrivé en deuxième position aux élections législatives de juin 2015. Le gouvernement de Mette Frederiksen (en fonction depuis le 27 juin 2019), mené par les sociaux-démocrates, poursuit la même politique à travers un objectif « zéro demandeur d'asile » et un renvoi des réfugiés et demandeurs d'asile via des centres de retour au nom d'une situation à Damas et ses environs qui serait jugée suffisamment « sûre ». Anne-Françoise Hivert a couvert le déploiement de ces nouvelles mesures dans un article publié dans *Le Monde* le 5 mai 2021 intitulé « Des réfugiés syriens priés de quitter le Danemark ». Selon la philosophe et journaliste danoise Malene Trock Hempler, « la confiance caractéristique de la société danoise (*tillid*) est de plus en plus concurrencée par une confidentialité feutrée de l'entre-soi (*fortrolighed*) ». Les positions adoptées au Danemark peuvent s'expliquer de différentes manières : l'histoire longue du pays, marquée par des pertes territoriales continues, qui ont conduit à défendre une vision romantique et défensive de la Nation, l'attachement chauvin au modèle social de redistribution, l'influence dont dispose le Parti populaire sur l'agenda du gouvernement, l'amalgame avec les actes terroristes menés dans le pays. Le travail se situe également au cœur du processus danois d'intégration et de socialisation en raison de taux très forts de syndicalisation et du rôle joué par les conventions collectives. L'État-providence n'est en aucun cas une forme d'altruisme, mais le produit d'une réciprocité construite par le travail et traduite par l'impôt prélevé à la source. Le gain obtenu est le fruit de sa contribution. Dans ce système, le demandeur d'asile peut être perçu comme celui qui exige sans prendre sa part de responsabilité. Si la Suède, de son côté, maintient au début de l'année 2015 ses

valeurs d'ouverture, ce qui ne manque pas d'exaspérer le voisin danois, elle finit par rétablir elle aussi ses contrôles aux frontières en novembre 2015. En 2017, la Commission européenne autorise même le Danemark, la Suède et la Norvège tout comme l'Autriche et l'Allemagne, à effectuer des contrôles temporaires des frontières intérieures pour une période de six mois, ce qui trahit la liberté européenne de circulation. Le retour des contrôles a érodé la solidarité nordique et a eu des conséquences territoriales à toutes les échelles. La géographe Audrey Delaporte a ainsi montré dans un mémoire rédigé en 2017 à l'Institut français de géopolitique que les mesures prises contre l'essor migratoire avaient eu des effets néfastes sur la coopération transfrontalière autour de l'Øresund. En raison de contrôles d'identité et d'un changement obligatoire de voie à l'aéroport de Kastrup et de vérifications de la police aux frontières et de la douane suédoises à Hyllie et Malmö, les navetteurs, très nombreux sur l'axe Copenhague-Malmö, ont vu leur temps de trajet rallongé d'au moins 32 minutes en 2016-2017.

- 6 Vanessa Barker évoque dans sa contribution ce nouveau « chauvinisme du bien-être ». Elle montre l'érosion des valeurs suédoises d'universalité et de générosité et l'instrumentalisation faite du droit pénal afin de réserver les avantages de l'État-providence aux seuls citoyens. Au Danemark, les socles de l'identité nationale ont également été détournés de leur sens, le *hygge* national traduisant un entre-soi de plus en plus hermétique au nom d'une recherche de sécurité et de quiétude. À l'automne 2016, l'Eurobaromètre comparait les problématiques qui préoccupaient le plus les résidents européens. En France, l'immigration arrivait alors en troisième position derrière le chômage et le terrorisme. Au Danemark et en Suède, elle occupait la première place juste avant l'évolution du système de sécurité sociale et de santé. Les deux enjeux sont souvent associés dans les programmes électoraux de partis populistes pour lesquels le sujet des migrations a pris une place croissante. Marie Cazes a choisi d'éclairer cette évolution par un portrait du Parti des Finlandais (*Perussuomalaiset*). Le discours politique du parti se centre davantage sur l'immigration à partir de 2007 puis se radicalise en 2011, 2015 et 2019, notamment sous l'influence de personnalités comme Jussi Halla-aho. Une partie des citoyens nordiques, par peur d'une invasion, d'un « grand remplacement » ou d'une disparition d'avantages sociaux déjà bien recomposés, ont suivi cette orientation vers des positions extrêmes. Niko Pyrhönen, Gwenaëlle Bauvois et Saga Rosenström, dans le cadre d'un programme de recherche cofinancé par la Svenska Kulturfonden, ont étudié les principales caractéristiques du vigilantisme d'extrême droite et des patrouilles de rues organisées par les Soldats d'Odin en Suède et en Finlande à travers une recension de 128 articles de presse publiés entre janvier et mai 2016.
- 7 Ces nouveaux positionnements invitent à élargir l'analyse en mettant en évidence des problématiques multiniveaux et multiscalaires. Thomas Gammeltoft-Hansen et Mikael Rask Madsen réfléchissent aux ressorts qui ont conduit à enchevêtrer trop étroitement et pas assez clairement droits de l'homme et droit appliqué aux migrations, ce qui a facilité les manœuvres de récupération politique. L'articulation entre politiques nationales et initiatives locales mérite également d'être questionnée. Au Danemark, les demandeurs d'asile sont enregistrés par le service de l'immigration et ne peuvent travailler tant qu'ils n'ont pas reçu le statut de réfugié, ce qui peut prendre de 3 à 12 mois. S'ils l'obtiennent, ils doivent ensuite être répartis dans l'ensemble du pays suivant un régime de quotas par grandes régions puis par communes. En 2016, le Jutland central et le Danemark du Sud étaient les deux entités administratives censées

accueillir le plus de réfugiés. Chaque année, les différentes communes sont invitées à déclarer si elles souhaitent ou non des réfugiés, si tant est qu'elles ne figurent pas dans les zones excédentaires qui ne peuvent pas accepter de nouveaux arrivants. Elles font également état de leurs préférences en termes de nationalité, langue parlée (en fonction des interprètes disponibles et des étrangers déjà sur place), âge, situation familiale (personne seule, famille), santé (disponibilité de l'offre de soin par rapport à certaines maladies) et niveau de qualification. Les réfugiés reçus sont en effet pour certains très qualifiés : selon le ministère de l'Immigration, en 2015-2016, 15 % ont effectué des études secondaires, 13 % possèdent un diplôme d'enseignement supérieur et 10 % sont des travailleurs qualifiés. Ils peuvent ainsi apporter leurs compétences dans des régions où le manque de main-d'œuvre est criant dans les secteurs sous tension (médical, artisanat, informatique, logistique et *offshore*, agriculture et pêche, services à la personne), par exemple le long de la « banane pourrie » (l'expression désigne les régions les plus périphériques du Danemark situées pour la plupart dans les territoires occidentaux et méridionaux). Ainsi, certaines communes, à l'image de l'île de Læsø, ne cachent pas dans leur déclaration leurs objectifs : « Læsø recherche des personnes qualifiées, car l'île connaît une diminution de sa population active¹ ». Malgré tous ces dispositifs, l'inadéquation entre le profil des arrivants et la conjoncture locale est souvent trop importante. Les demandeurs d'asile sont en effet interrogés dès leur arrivée sur leurs préférences géographiques, ce premier entretien étant décisif pour l'implantation future. Or, à ce stade, leurs connaissances du pays sont encore lacunaires. Les indications transmises par les acteurs locaux sont de fait rarement prises en compte par la suite. Les centres locaux d'emploi n'ont pas toujours une connaissance précise du marché du travail et de ses besoins. Le service de l'immigration ne ferait enfin pas preuve de beaucoup d'application dans la répartition des permis de résidence de trois ans. Pour toutes ces raisons, il n'est pas rare qu'un agriculteur soit envoyé à Copenhague, alors qu'un ingénieur ou un professeur de langues se verra proposer une affectation dans un village reculé du Jutland.

- 8 Ces absurdités font partie des situations dénoncées par les principales associations danoises d'aide aux migrants. La plupart se concentrent dans les régions de Copenhague et d'Aarhus ou sur la route entre le Jutland et l'île de Seeland. *Venligboerne* est l'un de ces réseaux largement actifs via les réseaux sociaux. Une première association a été créée en novembre 2014 à Hjørring (Jutland du Nord) afin de faciliter la socialisation des migrants sans les culpabiliser sur l'apprentissage exclusif du danois. Louise Dalsgaard, fondatrice du collectif dans le Jutland, organise une réunion dès février 2015 à Copenhague. En septembre 2015, 128 groupes couvrent déjà 85 communes avec un total de 152 937 membres recensés et l'organisation est nominée au prix Nobel de la paix 2016. Les sections locales disposent chacune de pages Facebook qui constituent l'armature des actions : l'une est consacrée aux dons en mobilier, vaisselles et décorations pour l'installation des réfugiés dans leurs nouveaux appartements (*Venligboerne giver væk til flygtninge*), une autre à la recherche de stages ou de travail (*Venligboernes Jobbank*), d'autres à des collectes de fonds (par exemple pour l'achat de billets d'avion), à des conseils administratifs et juridiques, à un suivi psychologique ou à des consultations médicales. Une autre association regroupant plus d'une centaine d'entreprises, *Foreningen Nydansker*, créée en 1998, a multiplié les projets d'insertion via un système de parrainage : 750 mentors professionnels dans tout le pays assistent les réfugiés dans leur recherche d'emploi, avec des programmes spécifiques à destination des jeunes et des femmes. L'association a également contribué à monter un

programme payant à destination des municipalités nommé *Branchepakker*. Les employés des centres d'emploi municipaux reçoivent la visite de membres salariés de *Nydansker*, peuvent suivre une formation de 4 à 5 jours et sont accompagnés à l'aide de matériaux pour une insertion optimisée des réfugiés : diagnostic de la zone d'emploi, listing d'opportunités d'embauche, cours d'introduction au marché du travail danois, cours intensif de langues, stages ponctués de formations continues (avec communication de l'entreprise sur les compétences restant à acquérir), le tout devant mener à un emploi rémunéré dans un délai maximum d'un an. Toutes ces démarches démontrent la nécessité d'un raisonnement multiscale dans l'étude de l'intégration des migrants au sein des territoires nordiques et baltes.

NOTES

1. <https://www.dr.dk/nyheder/politik/valg2015/kort-se-hvilke-flygtninge-din-kommune-helst-vil-have> (Consulté le 13/05/2021).
-

AUTEURS

NICOLAS ESCACH

rédacteur en chef de la revue *Nordiques*

YOHANN AUCANTE

rédacteur en chef de la revue *Nordiques*

HARRI VEIVO

rédacteur en chef de la revue *Nordiques*

KATERINA KESA

rédacteur en chef de la revue *Nordiques*